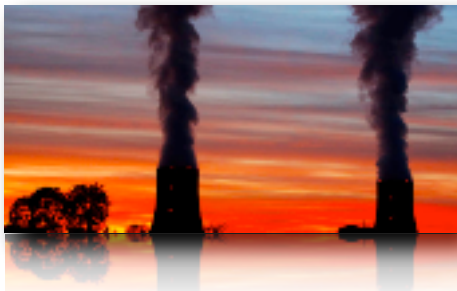


# En poursuivant dans la voie du nucléaire, la France force droit vers une triple impasse

La poursuite du maintien d'une nucléarisation massive du pays se heurte à une triple impasse économique, technique et surtout financière.



Regis Duvignau / Reuters - En poursuivant dans la voie du nucléaire, la France force droit vers une triple impasse.

Le sujet du **nucléaire** en France est relativement peu abordé au niveau politique et en tout cas traité comme un sous-sujet de la question énergétique, ce qui évite bien évidemment que nos concitoyens puissent prendre pleinement conscience du caractère totalement central du sujet tant pour l'économie que pour l'industrie et pour les finances de la France. Faisant comme si la situation de 2017 était en tout point comparable à celle de 1973 ou 1981, comme si le nucléaire était une énergie d'avenir rentable, assurant l'indépendance énergétique et correspondant à un savoir-faire d'excellence français, **nos dirigeants ont décidé d'opter pour le déni de réalité**, même si les coûts croissants de la filière nucléaire et son impact majeur sur les finances publiques ne peuvent plus être dissimulés. Son addiction au nucléaire conduit indubitablement EDF tout d'abord dans une impasse économique et industrielle.

## L'impasse économique et industrielle

La physionomie du monde de l'énergie est en plein bouleversement. D'une part, toutes les perspectives d'une croissance infinie des besoins en électricité sont mises en échec, au moins dans les pays industrialisés. Depuis 1970, on assiste en réalité à un découplage entre la croissance du PIB et celle de la consommation électrique due à une amélioration de l'efficacité énergétique. Celle-ci s'est considérablement accrue au cours des 10 dernières années. L'augmentation de la part des services qui consomment globalement six fois moins que l'industrie explique également cette situation qui en France s'est doublée d'une désindustrialisation très importante. Or, EDF n'a en rien anticipé cette situation et ce d'autant plus qu'elle a volontairement construit huit réacteurs nucléaires de plus que ce que justifiaient les besoins français estimés en 1975. Les gaziers ont agi de même, de telle sorte que la surproduction a fait baisser les prix de gros de l'électricité au moment même où les énergies renouvelables devenaient dans un certain nombre de pays d'Europe tout à fait compétitives.

D'autre part, la baisse imprévue et colossale des coûts de production de l'électricité renouvelable et en particulier du photovoltaïque (une baisse de 70% des coûts en cinq ans à laquelle devrait s'ajouter une nouvelle baisse de même niveau dans les trois à cinq ans à venir) rend ces énergies compétitives. Les derniers appels d'offres ont été passés au prix de 62 euros le MWh soit six centimes le kWh, c'est-à-dire la moitié du kWh facturé par l'ÉPR (s'il est un jour mis en route). Il est à 5,38 centimes d'euros en Allemagne, au Danemark, l'éolien offshore atteint des niveaux

comparables. Au Texas, dans les pays du golfe, au Maroc, les immenses centrales solaires qui se construisent produisent une électricité en moins de quatre centimes du kWh. Le nucléaire n'a donc plus aucune rentabilité et cette situation n'est évidemment pas propre à la France. Ainsi, aux États-Unis, la construction de deux réacteurs qui étaient en cours en Caroline-du-Sud a été abandonnée, alors que 40% des infrastructures étaient réalisées, au motif que le projet n'était pas rentable.

Le coût de construction d'une centrale nucléaire est 10 fois celui d'une centrale gazière moderne et la moitié des centrales nucléaires américaines perd de l'argent. Dans la mesure où elles ne sont pas renflouées par l'État comme en France, les entreprises les ferment et s'enfoncent dans le rouge. Ainsi, *Westinghouse* a déposé le bilan et entraîné dans sa chute *Toshiba* qui cherche à se débarrasser de cette filiale qui la plombe. La plupart des pays d'Europe (mis à part l'Europe de l'Est pour des raisons historiques et la Grande-Bretagne mais l'avenir est incertain) ont abandonné le nucléaire : Allemagne, Belgique, Italie, Suisse, Suède. La Corée du Sud, par la bouche de son nouveau président, Monsieur Moon a annoncé au mois de juin son retrait progressif du nucléaire. Aucun pays à économie libérale ne peut aujourd'hui opter pour le nucléaire compte tenu de la nécessité absolue de faire subventionner par l'Etat une filière qui n'est pas rentable et qui devient la plus coûteuse de toutes les énergies.

Un récent rapport publié en août 2017 par des chercheurs de Stanford affirme que 139 pays du monde pourraient à l'horizon 2050 ne dépendre que de l'énergie renouvelable créant ainsi 24 millions d'emplois. Dès 2030, 80% de l'énergie pourrait être renouvelable. Au passage, ces bouleversements permettraient de réduire massivement la pollution atmosphérique et donc d'améliorer la santé humaine mais aussi de ne pas dépasser les 2° d'augmentation de la température voire peut-être de parvenir à 1°5.

Inutile de souligner que la France est bien loin de cette logique. Même si un objectif de 50% de nucléaire à l'horizon 2025 est affirmé, notre faiblesse volontaire dans la production d'énergie renouvelable (16 à 17%) rend très difficile cet objectif, les 23% auxquels nous nous sommes obligés dans le cadre communautaire apparaissant comme hors d'atteinte. Il suffit d'entendre les cris d'orfraie de tous ceux qui n'ont pas compris que le monde a changé lorsqu'il est question de respecter la loi transition énergétique pour apprécier les progrès qui restent à faire en particulier dans les consciences. Le drame est que non seulement notre choix économique est catastrophique dans la mesure où le maintien d'un nucléaire massif va peser très lourdement sur le coût de l'électricité et donc sur la productivité économique et sur les ménages.

Il est également catastrophique car il nous a privé durablement du développement d'une filière forte dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique alors que nous disposons de toutes les technologies utiles grâce au CEA et à l'Inès. Mais, l'industrie nucléaire a toujours bloqué le développement industriel de ces technologies afin de protéger son fleuron devenu obsolète. Dès lors, même si *EDF énergies renouvelables* est une filiale prometteuse d'*EDF*, elle ne représente qu'un pour cent de son chiffre d'affaires et nous ne disposons pas d'*ETI* puissantes. Heureusement, *Engie* semble faire sa révolution et opter pour le Nouveau Monde. C'est une chance pour l'économie française. Mais cela signifie que la compétition avec l'opérateur historique risque de plomber encore un peu plus ce dernier et le pousser à mener les combats d'arrière-garde contre l'autoconsommation, l'énergie locale, la décentralisation énergétique, l'installation des éoliennes, etc.

En réalité, la poursuite de ce qui est devenu une forme d'utopie, à savoir le maintien d'une nucléarisation massive de la France se heurte à une triple impasse économique, technique et surtout financière.